



FR

CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

ANNEXE 1

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République centrafricaine pour 2024

Document d'action « Renforcement de l'État de droit et de la justice pour les citoyens centrafricains »

PLAN D'ACTION ANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail pluriannuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi qu'au sens de l'article 23 du règlement IVCDCI – Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'action

1. Titre CRIS/OPSYS Acte de base	« Renforcement de l'État de droit et de la justice pour les citoyens centrafricains » Numéro OPSYS : ACT-62502 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI – Europe dans le monde).
2. Initiative «Équipe Europe»	Oui Une initiative « Equipe Europe » est en projet dans le cadre du soutien à la Cour Pénale Spéciale. Les pays membres de l'UE associés à ce stade sont l'Allemagne, la Belgique, et la France ; ainsi que la Suisse.
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée à l'endroit suivant : République centrafricaine (RCA)
4. Document de programmation	Programme Indicatif Multi annuel 2021-2027 (MIP) pour la RCA ¹
5. Lien avec les objectifs/résultats attendus du (des) PIP concernés	Domaine prioritaire 1, OS2 : Contribuer à l'indépendance de la justice, la redevabilité, l'accès à la justice, le renforcement des mécanismes communautaires de gestion des conflits, à la réduction de l'impunité, à un processus de paix inclusif et durable et au respect des droits humains. <ul style="list-style-type: none">• R1 OS2 : L'indépendance et la redevabilité de la justice sont renforcées, l'accès à la justice est amélioré, l'impunité est réduite, la justice transitionnelle renforcée et les droits humains mieux respectés.• R2 OS2 : Le processus de paix est inclusif avec une participation active des femmes et des jeunes, et permet une restauration progressive de la paix et de l'autorité de l'Etat sur tout le territoire ; le rôle des communautés dans la gouvernance locale et les processus locaux de paix est reconnu et renforcé ; le processus de réconciliation

¹ mip-2021-c2021-9067-central-african-republic-annex_fr.pdf (europa.eu)